

print

## L'administration Obama est en train de collecter les données téléphoniques de dizaines de millions d'Américains

De [Joseph Kishore](#)

Global Research, juin 09, 2013

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/ladministration-obama-est-en-train-de-collecter-les-donnees-telephoniques-de-dizaines-de-millions-damericains/5338370>

L'administration Obama est engagée dans une rafle illégale, dans le but de les accumuler, des données téléphoniques détaillées de dizaines et peut-être de centaines de millions de personnes résidant aux Etats-Unis dans le cadre d'un programme organisé par la NSA (National Security Agency).

Mercredi 5 juin, le quotidien britannique *Guardian* a publié une ordonnance secrète du tribunal émise par la Foreign Intelligence Surveillance Court instruisant une filiale du géant de la télécommunication Verizon de livrer sur une base quotidienne et permanente toutes les 'méta données' relatives aux appels de ses clients. Verizon a quelque 121 millions de clients et la filiale particulière ciblée – Verizon Business Services – a 10 millions de lignes.

Les métadonnées d'appels téléphoniques comprennent les numéros de téléphone de la personne passant l'appel et du destinataire de l'appel, les informations de situation (comme l'antenne de transmission la plus proche ou les données GPS), l'heure et la durée de l'appel. Ces informations permettent au gouvernement de construire une image détaillée des rapports sociaux, professionnels et politiques et de se faire une idée des activités quotidiennes de toute personne dont le numéro de téléphone est couvert par l'ordonnance.

L'ordonnance publiée par *Guardian* est valable pour trois mois, depuis sa date d'émission en avril de cette année jusqu'au 19 juillet. Selon le *Washington Post* « Un expert de cet aspect de la loi a dit mercredi soir que l'ordonnance semblait être la prolongation de routine d'une ordonnance semblable émise par le même tribunal en 2006. »

En défendant le programme d'espionnage, la sénatrice démocrate Dianne Feinstein, la présidente de la commission du Sénat sur les services de renseignements, fit une déclaration similaire, disant que l'ordonnance « était autant que je sache...la prolongation exacte de trois mois de ce qui a été le cas pendant les sept années passées. »

L'explication officielle – développée selon toute apparence dans un mémoire juridique secret préparé par l'administration Obama – est que ce programme est autorisé en vertu de la section « relevés commerciaux » du Patriot Act. Ce décret devenu loi moins d'un mois après les attentats du 11 septembre 2001, donne au gouvernement, avec le sceau d'approbation de tribunaux secrets agissant dans le cadre du FISA (Foreign Intelligence Security Act), le pouvoir d'exiger de sociétés, de bibliothèques et autres institutions de livrer toutes « choses tangibles » (y compris des livres, des archives, des documents et toutes autres choses) requises « pour une enquête menée dans le but de protéger contre les terrorisme international. »

L'argument de l'administration Obama est essentiellement que les données téléphoniques sont potentiellement importantes pour des enquêtes sur le « terrorisme international » et devraient être saisies.

Il n'y a aucun doute quant au fait que c'est non seulement le cas pour Verizon mais pour bien d'autres sociétés encore. Rien qu'en 2012, il y eut de la part de tribunaux opérant dans le cadre du FISA des requêtes pour 212 « relevés commerciaux », bien que le contenu de ces requêtes ne soit pas connu.

En 2006, *USA Today* a révélé pour la première fois que la NSA avait, sous l'administration Bush, lancé un programme secret dans le but de collecter les données téléphoniques de Verizon, AT&T et BellSouth, qui représentent ensemble 224 millions d'abonnés – 80 pour cent des lignes fixes et 50 pour cent des utilisateurs de téléphones portables aux Etats-Unis. Ce programme faisait partie de toute une série d'opérations illégales d'espionnage parmi lesquelles un programme d'écoutes téléphoniques visant des citoyens américains et géré également par la NSA.

En réaction à l'opposition du public l'administration Bush fut forcée d'apporter une fin théorique à des parties du programme de la NSA tout en les poursuivant sous différentes formes. En 2008, Barack Obama qui était alors sénateur fit partie de ceux qui ont voté pour une législation modifiant le Foreign Intelligence Surveillance Act pour codifier l'autorité quant à ces actions illégales.

Il est évident que le programme initial de la NSA s'est poursuivi et qu'il a probablement été étendu sous l'administration Obama.

L'accumulation d'une vaste banque de données téléphoniques n'est qu'une partie d'une campagne systématique pour rassembler le plus d'information possible sur tout le monde, citoyens américains et non citoyens. Jeudi 6 juin, le *Washington Post* a rapporté que la NSA et le FBI (Federal Bureau of Investigation) « sont branchés directement sur les serveurs centraux de neuf sociétés Internet américaines, collectant des enregistrements, des vidéos, des photographies, des courriels, des documents et des journaux de connexion qui permettent à des analystes de retracer avec le temps les mouvements et les contacts d'une personne. »

Selon ce journal, les sociétés qui livrent l'information comprennent Microsoft, Yahoo, Google, Facebook, Paltalk, AOL, Skype, YouTube et Apple. On doit assumer que le gouvernement a accès à toute communication électronique via Internet et téléphone, y compris le contenu des appels qui n'est pas inclus dans les 'métadonnées'. Le *Guardian* a cité Russel Tice, un analyste du renseignement à la retraite de la NSA devenu dénonciateur qui disait « ce qui est en train de se passer est plus étendu et plus systématique que tout ce quiconque avait jamais suspecté ou imaginé. »

Tice a dit qu'il croyait que la NSA avait à présent la capacité d'enregistrer le contenu des appels. « J'estimais que » l'agence n'aurait « probablement pas avant 2015 » la capacité de « collecter toutes les communications électroniques mot par mot. Mais je pense que j'avais tort. Je pense qu'ils ont déjà maintenant cette capacité. »

Tout cela est réalisé en flagrante violation de l'interdiction que fait la constitution de fouilles et de saisies exagérées (Quatrième Amendement). Le fait que ces programmes ont été mis en œuvre en secret, dans le dos du peuple américain, est lui-même une preuve de ce que ceux qui en sont responsables savent très bien qu'ils sont illégaux et impopulaires au plus haut degré.

L'ensemble de l'*establishment* politique, les Démocrates comme Républicains, et avec eux les mass médias est complice d'une conspiration contre le peuple américain. Il ne peut guère douter de ce que les principaux organes d'information avaient connaissance de ce programme et qu'ils l'ont dissimulé à la demande des

administrations Bush et Obama. Il est significatif que ce ne sont pas les journaux américains qui ont divulgué l'ordonnance du FISA mais un journal britannique.

En réponse aux révélations du *Guardian* des responsables de l'administration et des figures dirigeantes des deux parties politiques se sont dépêchés de défendre le programme.

Un responsable de haut rang a insisté pour dire que « les trois branches du gouvernement sont concernées » pour ce qui est d'approuver l'opération d'espionnage et que le Congrès « était régulièrement et complètement tenu au courant sur la façon dont il est utilisé. » Il déclara qu'il y avait « en place un solide régime juridique gouvernant toutes les activités menées relativement au Foreign Intelligence Surveillance Act. »

L'affirmation de l'existence d'un « solide régime juridique » est frauduleuse. Les tribunaux FISA donnent simplement à l'espionnage un sceau d'approbation, approuvant pratiquement toutes les requêtes.

Feinstein et Saxby Chambliss, Démocrate et Républicain respectivement les plus hauts placés à la Commission sénatoriale sur les services de renseignement ont organisé à la hâte une conférence de presse jeudi matin. « Ce ne sont là que des métadonnées » a déclaré Feinstein. « Il ne s'agit pas de contenus. En d'autres mots, pas de contenu d'une communication ». Elle insista pour dire que le programme était « légal » et que « le Congrès en avait été informé »

Le leader de la majorité au sénat Harry Read, un Démocrate, pressa tout le monde de « se calmer et de comprendre qu'il n'y a là rien qui soit tout à fait nouveau. Cela se passe déjà depuis quelque sept ans. »

L'affirmation que la population ne devrait pas être surprise, qu'il « n'y avait rien à voir » est démentie pas le fait que il y a deux mois à peine, on a demandé au directeur du renseignement national James Clapper, qui supervise la NSA, lors d'une audience du Congrès si la NSA collectait les données de citoyens américains. « Non, Monsieur... pas consciemment » répondit-il. Et le directeur général de la NSA le Général Keith Alexander a dit l'an passé, « Nous ne gardons pas de données sur des citoyens américains. »

Le procureur général des Etats-Unis, Eric Holder dans un témoignage devant la Commission des affaires judiciaires du Sénat se débarrassa des questions gentiment formulées de quelques sénateurs, déclarant qu'il répondrait seulement à des questions sur le programme de la NSA et sur d'autres scandales récents d'espionnage à huis clos.

L'ordonnance de tribunal divulguée sur les données téléphoniques n'est que le plus récent de toute une série de développements au cours de ces six derniers mois révélant l'état avancé des préparatifs pour un Etat policier américain et la domination de l'appareil militaire et de renseignement sur les affaires politiques aux Etats-Unis. Ceci inclut :

\* Le livre blanc divulgué en février et arguant que le président avait le droit d'ordonner unilatéralement et secrètement l'assassinat de citoyens américains, avec des déclarations de la part de Holder indiquant que de tels assassinats pourraient être organisés sur le territoire américain.

\* La réaction à l'attentat du marathon de Boston en avril qui comprenait la fermeture complète de la ville de facto dans des conditions de loi martiale, suivie par l'assassinat d'un témoin clé de cette affaire par le FBI.

\*La révélation en mai que le gouvernement avait en secret saisi les communications téléphoniques de reporters de l'Associated Press puis l'information que

l'administration avait saisi les courriels d'un journaliste de Fox News, l'ayant accusé, dans une requête de mandat, d'être complice de la divulgation d'information classée secrète.

\* L'ouverture cette semaine du procès devant un tribunal militaire de Bradley Manning qu'on poursuit en vertu de l'Espionnage Act pour avoir divulgué des documents révélant les crimes de guerre commis pas les Etats-Unis en Irak et en Afghanistan et dissimulés par les médias.

Comme pour toutes les attaques contre les droits démocratiques, l'administration cherche à justifier sa saisie en masse de communications téléphoniques en disant qu'elle fait partie de « la guerre contre la terreur ». La cible réelle de ces actes n'est cependant pas le « terrorisme international » mais la classe ouvrière. Ces mesures d'Etat policier seront employées contre l'opposition politique et sociale à la politique d'austérité, de pauvreté et de guerre de l'aristocratie financière américaine.

**Joseph Kishore**

Article original, [WSWS](#), publié le 7 juin 2013

Copyright © 2013 Global Research